



Nestor MBURENTE  
AVEDEC-Burundi  
Coordinateur de programme

## OMD7 au Burundi

### L'eau et le Développement économique au Burundi

---

Depuis plus de dix ans dans l'urgence à cause de la crise socio-politico-culturelle, le Burundi progresse vers un développement durable, il y a de cela deux ans. Cela étant ; le secteur de l'eau potable a suivi le même rythme et des avancées satisfaisantes se fassent remarquer à travers toutes les provinces, communes et collines du pays. Pour y parvenir, il ne s'agit pas d'un travail du hasard, il a fallu l'implication de tous les acteurs concernés par le secteur de l'eau potable en particulier et les acteurs du développement en général. Alors que le taux de desserte en eau potable était dans ces derniers temps de 42% ; le pays travaille jour et nuit pour atteindre au moins 70%.

La volonté politique vient en premier lieu par un développement d'une politique sectorielle (documents de politique nationale de l'eau, code de l'eau ; textes d'application de la politique de l'eau , l'inventaire nationale de la ressource Eau, le plan d'action de la gestion intégrée des ressources en eau, la décentralisation, la planification communautaire tenant compte de l'aspect Eau dans tous les plans communaux de développement communautaires,...) ainsi que les activités concrètes sur terrain. Exemple : au courant de cette année 2010, le Gouvernement prévoit l'aménagement et la protection de 2750 sources et 17 adductions d'eau potable communautaires à raison de 25 sources aménagées par commune et d'une adduction d'eau potable d'environ 5 Km par Province. Les populations seront mobilisées par les leaders élus locaux lors des travaux communautaires pour contribuer selon leurs possibilités (dessouchage, terrassement, excavation, creusement des tranchées, apport des matériaux, main d'œuvre non qualifiée,...) dans la construction de ces infrastructures hydrauliques dont elle avait tellement besoin. Nous citerons ensuite l'engagement d'une façon bilatérale des partenaires de développement au niveau sectorielle, l'on citerai ici le Programme Sectorielle Eau (Pro-Sec-Eau ) de la GTZ sur financement de la KFW dans quatre provinces du pays tant au niveau rural qu'urbain, le programme de réhabilitation et d'extension des infrastructures hydrauliques financé par Banque Africaine de Développement (BAD), le Programme Transitoire Post Conflit (PTRPC) financé par le FIDA, le programme de l'hydraulique villageoise financé par la Coopération Technique Belge (CTB), le Programme d'Appui aux Communautés (PAC), financé par la Coopération Italienne,...

Rappelons que pour tous ces programmes et projets, les interventions ne se limitent pas à l'implantation des infrastructures hydrauliques physiques mais aussi elles mettent en avant l'approche communautaire participative par l'intermédiaire des régies communales de l'eau qui sont des associations des usagers et des consommateurs d'eau dans chaque commune du pays. Etant donné le volume d'activités et selon les approches, la plupart de ces partenaires financiers confient les travaux aux entreprises locales et internationales et l'accompagnement communautaire aux organisations d'intermédiation sociale comme AVEDEC pour toucher les aspects en rapport avec le renforcement des capacités autour de l'eau (technique de construction des ouvrages hydrauliques, vie associative autour de l'eau, gestion et maintenance des ouvrages hydrauliques, hygiène et assainissement, collecte des redevances,...).

Economiquement donc, ces projets et programmes en cours au Burundi contribuent beaucoup au bien être économique de la population car elle fournisse de la main d'œuvre, de la vente des matériaux locaux et importés ; et des autres services (transport, entrepôts). Et surtout: grâce au fait que l'eau potable est disponible à moins de 500 m, les femmes ont du temps libre pour d'autres activités et il y a moins de maladies liées à l'eau.

Quant à l'atteinte de l'OMD7 en rapport avec la réduction de 50 % de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau, le Burundi est aujourd'hui confiant de lui-même que d'ici 2015, des progrès satisfaisants en matière d'approvisionnement en eau potable se remarqueront à travers toute l'étendue du pays. Ceci à condition que la participation et la concertation de toutes les parties concernées s'impliquent davantage qu'au même rythme d'aujourd'hui comme le fait PROTOS à travers l'action « Eau et Assainissement à Gitega- Burundi » financé par la DGCD et exécuté à travers un partenariat local par l'ONG locale AVEDEC : une approche intégrée basée sur une participation communautaire pendant toutes les phases du projet dont l'identification jusqu'à la remise des ouvrages hydrauliques. Le partenariat local, la maîtrise d'ouvrage locale, la bonne gouvernance autour de l'eau sans oublier la GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) sont des axes stratégiques qui sont toujours développées par PROTOS et ses partenaires locaux à l'exemple de l'AVEDEC au Burundi. ♦